



LA LETTRE

DES DROITS DE L'HOMME



Edito

En annonçant la fermeture de Guantanamo, Obama a fait honneur à la conscience humaine. Avec Guantanamo la justice était fondée sur la revanche, la haine et le permis de torturer. Elle pourra maintenant se reposer à nouveau sur le Droit et le respect de la personne humaine. Il s'agira désormais de faire entrer dans le cadre des Conventions de Genève le statut des prisonniers et d'engager, pour les Etats-Unis, la reconnaissance de leur responsabilité dans les traitements infligés aux personnes dont l'humanité même a été niée. Il faut rendre hommage à toutes celles et ceux qui n'ont jamais cessé d'alerter les opinions : cette victoire est aussi la leur. Guantanamo avait ruiné la crédibilité de ceux qui avaient prétendu apporter la Démocratie par la violence comme mode de gouvernement du Monde. En ce sens, il faudra sans doute considérer la fermeture de Guantanamo comme l'acte I de la fin de la guerre en Irak.

Et il était temps, car combien de restrictions des libertés, de diminution des droits – y compris en France – au nom de la « lutte contre le terrorisme » ? Avec la multiplication des fichages, la chasse aux sans papiers, la mise sous contrôle de la justice et des médias on assiste, partout en Europe, aux dégâts du tout sécuritaire. Il est temps pour les socialistes de proposer une autre vision de la société, fondée sur la déclaration universelle des Droits de l'Homme. **Une société qui sait que sa propre sûreté autant que celles de ses citoyens repose sur le progrès social, l'émancipation et l'épanouissement des individus.**

Ce bulletin est l'outil des militants et des fédérations et se fera l'écho des combats menés, en France comme à l'étranger pour défendre la liberté et le Droit.

A très bientôt,

Pouria Amirshahi
Secrétaire National
« Droits de l'Homme »



La Russie, une « démocratie » à l'avenir incertain

La session de février 2009 du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU consacrée à l'examen périodique des Etats a porté notamment sur la Russie, montrée du doigt pour la violence avec laquelle sont traités les opposants, dissidents et défenseurs des droits et des libertés. Les témoignages d'ONG n'ont pas manqué pour étayer ces craintes. Bien entendu, l'Etat Russe a fait usage de son droit de rejeter les recommandations et s'en sort sans condamnations ni blâme. « Il y a plusieurs décennies, poser simplement la

question aurait semblé ridicule : quels droits de l'homme pouvait-il y avoir en Union Soviétique ? ». Habile, la déclaration du président russe Dmitri Medvedev vient relativiser les atteintes aux droits de l'Homme en Russie que dénoncent militants syndicaux, associatifs et ONG depuis le début du règne de Poutine. Insistant sur les progrès accomplis selon lui par la Russie depuis l'effondrement de l'URSS en 1991, le chef de l'Etat a néanmoins reconnu que « certains droits fondamentaux

Suite page 2

3 QUESTIONS A...

Pierre COUTAZ

Conseiller confédéral, Europe / International, CGT

Quelle est votre réaction face aux assassinats de Stanislav Markelov et Anastasia Barbo-rova ?

De l'indignation, de la colère. De très nombreuses agressions ont eu lieu contre des défenseurs des droits de l'Homme, des militants des droits sociaux, des immigrés, des Caucasiens, des écologistes ou des militants politiques : plus de 80 meurtres en 2008. Ces crimes restent impunis et l'absence de sanctions est inadmissible. Nous ne pouvons pas nous taire face à cette dérive ultra-violente de la société russe.

Le milieu associatif, politique, syndical manque-t-il de réactivité ?

Le paysage syndical russe, hérité de l'ancien conseil central des syndicats soviétiques, manque d'indépendance par rapport au pouvoir politique. Les trois principaux syndicats (FNPR, KTR et VKT) ont du mal à se mobiliser sur

la question des droits de l'homme et subissent d'importantes pressions. En France, la FIDH, la LDH et le Convoi Syndical ont organisé un rassemblement le 1^{er} février à Paris contre cette vague d'assassinats. Cela ne suffit pas. Le gouvernement français ne veut pas prendre le risque d'entamer nos intérêts économiques en Russie.

Quelles sont les actions à engager ?

Le mouvement social russe est la cible de meurtres commis en plein jour. Les ressortissants français, militant sur place ou intervenant pour le compte des rares ONG actives, ne sont pas épargnés et se mettent quotidiennement en danger. Nous devons alerter les autorités françaises concernées. C'est la raison pour laquelle nous soutiendrons l'appel collectif adressé prochainement au ministre des affaires étrangères pour qu'il se saisisse de la question.

